



Axe : État, société & religion | Mai 2024

Comprendre l'extrémisme violent dans le contexte marocain

Dans le cadre du dossier : "Repenser la radicalité en Afrique du Nord"
Programme Connect Mekkès (Université de Mekkès/Carep Paris)
Sous la direction de :
Mohamed FADIL, Khaled MOUNA & Asma NOUIRA

Driss BENLARBI

Professeur des universités
Faculté des Lettres et des Sciences Humaines,
Université Moulay Ismail de Mekkès (Maroc).



Driss Benlarbi

Driss Benlarbi est professeur de sociologie à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Université Moulay Ismail à Meknès. Il a obtenu son doctorat en sociologie en 2013 à l'université Mohamed V à Rabat. Parmi ses publications *Le mouvement culturel Amazigh au Maroc : le processus d'une transformation*, Galati University Press, 2019.

CAREP Paris

12 rue Raymond Aron
75013 Paris

01 43 45 45 94
www.carep-paris.org
contact@carep-paris.org



Résumé

Le Maroc, en tant que carrefour géographique majeur entre l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient, n'est pas épargné par le phénomène global de l'extrémisme violent à connotation religieuse. Ce phénomène, exacerbé par des tensions politiques et économiques internationales, a engendré des conséquences directes sur la sécurité nationale, notamment des attentats et l'engagement de jeunes Marocains dans des zones de conflits comme la Syrie et l'Irak. Cet article examine les causes et les dynamiques de l'extrémisme au Maroc, en s'appuyant sur une étude qualitative qui explore les facteurs socio-économiques influençant la radicalisation des jeunes. L'analyse s'étend aux origines du phénomène, notamment le mouvement des jihadistes salafistes, et cherche à enrichir la compréhension de cette question complexe au-delà des analyses traditionnelles.

Introduction

Le Royaume du Maroc s'est trouvé confronté au fléau de l'acte terroriste, dès ses premiers stades d'existence. Ce fléau a rapidement évolué vers une forme d'organisation internationale avec la vague des « Afghans¹ » et l'établissement de la structure centrale d'Al-Qaïda. Les attaques à l'hôtel Atlas Asni à Marrakech en 1994, bien qu'étant une réponse à la situation politique interne du Maroc, tentaient également de réformer son système de gouvernance. Ces actions s'inscrivaient dans un contexte idéologique influencé par des conflits locaux et internationaux, tels que l'Intifada palestinienne commencée en 1987, les tragédies en Bosnie, Herzégovine, Kosovo et Tchétchénie, ainsi que le conflit entre l'armée algérienne et les islamistes après le coup d'État militaire de 1991 qui a annulé la victoire du Front islamique du Salut. De plus, la seconde guerre du Golfe a également joué un rôle. Ces événements ont favorisé le recrutement de jeunes dans les mouvements djihadistes, soulignant l'importance du djihad depuis la guerre contre la présence soviétique en Afghanistan. L'ascension d'Al-Qaïda, prônant l'éradication de l'influence étrangère dans les pays musulmans et la création d'un califat islamique, ainsi que la résistance islamique palestinienne, représentée par le Hamas et le Jihad islamique, ont suscité une certaine admiration chez les jeunes. En parallèle, les succès du Hezbollah dans le Sud du Liban depuis 1994, sous des bannières islamiques révolutionnaires, ont également nourri cette dynamique².

¹ Le terme les « Afghans » désigne les divers rebelles d'obédience islamiste et anticommuniste, qui ont fait face dès le début à l'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979 et au gouvernement communiste afghan, et se sont considérés comme (« guerriers saints ») et modèles pour les moudjahidines de pays qui ont soutenu la résistance Afghane, notamment les États-Unis, le Pakistan, l'Iran et l'Arabie saoudite, ainsi que d'autres pays arabes et islamiques ; beaucoup de jeunes marocains ont ainsi rejoint la zone de guerre pour le Jihad en Afghanistan.

² Abderrahmane ElHaj, « Le Salafisme et les salafistes en Syrie : de la réforme au djihad (en arabe) », *Centre des Études d'Al-Jazeera*, 20 mai 2013, URL : <https://studies.aljazeera.net/ar/reports/2013/05/2013520105748485639.html>



Depuis l'émergence du mouvement djihadiste marocain au milieu des années 1990 jusqu'au tournant du millénaire, des figures telles qu'Abdallah Miloudi, leader d'Assirat al-mostakim (« Le Droit chemin »), et son successeur Youssef Fikri, à la tête d'*Attakfir wa al-hijrat* (« L'Anathème et l'exil »), ont joué un rôle clé. Ces cellules djihadistes, principalement actives dans des quartiers défavorisés, se sont donné pour mission d'« inciter à la vertu et de dissuader du mal » (*al amr bel maarouf wa nahy ani monkar*). Elles ont critiqué les dirigeants pour avoir délaissé leurs obligations religieuses, ce qui a engendré des troubles. Ces conflits ont entraîné l'implication de nombreux membres dans des activités criminelles, notamment des assassinats, résultant en leur incarcération. Malgré ces agissements, ces groupes n'ont généralement pas été perçus comme une préoccupation majeure par les autorités de sécurité marocaines.

Les attaques du 11 septembre 2001 à New York ont marqué un tournant significatif, galvanisant le soutien moral au groupe salafiste djihadiste au Maroc. Ce groupe n'a pas hésité à afficher publiquement son soutien à la lutte contre les États-Unis et à célébrer la victoire d'Al-Qaïda, transposant ainsi son conflit avec l'Amérique sur le sol national. Cette prise de position a renforcé l'impact idéologique du djihadisme au Maroc, augmentant son influence et attirant davantage l'attention des autorités sur cette menace croissante. Cependant, suite à la condamnation des attaques de New York par le Maroc et son alliance avec les pays soutenant l'Amérique dans la lutte mondiale contre le terrorisme, l'attitude des courants djihadistes envers le système politique marocain a évolué. Perçu désormais comme impie et complice dans la guerre contre l'islam et les musulmans, ce changement de perception a marqué une évolution significative dans la trajectoire de ces mouvements. Une distinction s'est dessinée entre les cellules adoptant une stratégie plus agressive envers le régime politique marocain et les leaders salafistes qui ont opté pour une approche pacifique, cherchant une trêve plutôt que le conflit.

Le 28 avril 2011, un attentat-suicide frappe un café à Marrakech, orchestré par un individu lié à Al-Qaïda. Cet acte terroriste est considéré comme une extension du conflit au Moyen-Orient, qui a significativement contribué à la recrudescence de l'extrémisme violent sur le sol marocain. Par ailleurs, l'émergence de l'État islamique (Daech) a offert un refuge aux jeunes Marocains attirés par les zones de conflit en Irak et en Syrie. Cette dynamique est en partie une conséquence des limitations rencontrées localement et des stratégies de prévention mises en place par les services de sécurité marocains.

L'objectif de cet article est d'explorer le phénomène de l'extrémisme violent dans le contexte marocain en se focalisant sur l'examen de la première génération de salafistes djihadistes du pays, et en analysant les diverses étapes de leur développement. Cette étude vise à dévoiler les dimensions locales et internationales qui interviennent dans ce processus complexe. Nous examinons les facteurs susceptibles d'expliquer ou de favoriser la radicalisation des individus. Alors que de nombreux arguments soulignent les disparités territoriales, économiques, sociales et politiques comme causes principales de l'extrémisme chez les jeunes, il est notable que de nombreux jeunes radicalisés proviennent également de régions économiquement prospères. Ce paradoxe remet en cause les paradigmes traditionnels d'analyse de l'extrémisme et du terrorisme et nous incite à reformuler nos interrogations afin de mieux contextualiser les débats et de comprendre les facteurs et



motivations qui rendent les jeunes vulnérables à l'extrémisme violent.

Cet article repose sur une recherche qualitative détaillée, s'appuyant sur les données recueillies dans le cadre du projet de recherche CONNEKT Horizon 2020, intitulé « Context of Extremism in Mena and Balkan Societies », qui se concentre sur le radicalisme violent parmi les jeunes. Nous avons réalisé plusieurs entretiens semi-directifs avec des représentants d'institutions étatiques, de la société civile et des acteurs individuels. Nos recherches se fondent également sur les contributions de notre groupe de recherche, incluant les webinaires sur le sujet et les groupes de discussion avec des organisations sociales telles que le mouvement Al Adl Wal Ihsane (« Justice et Charité »), actif dans le domaine politico-religieux. Cette interaction nous a permis d'approfondir notre compréhension des dynamiques de l'extrémisme violent, en tenant compte des influences de l'idéologie politique et de la religion. De plus, des entretiens ont été menés avec le Réseau Amazigh pour la citoyenneté (AZZETA Amazigh) afin de comprendre la place du facteur culturel dans sa relation avec le contexte local. Ces différentes approches ont enrichi notre analyse et ont permis une exploration approfondie des dimensions de l'extrémisme violent dans le contexte marocain.

Les influences politiques nationales et internationales dans l'émergence de la pensée salafiste pro-djihadiste au Maroc

Mohamed Taqi Addin al-Hilali (1893-1987) est largement reconnu comme le fondateur du courant salafiste au Maroc et comme une figure de référence pour les penseurs wahhabites au Maghreb. Après un parcours marqué par des voyages à travers divers pays européens, arabes et asiatiques pour enrichir ses connaissances, il a enseigné dans plusieurs universités en Allemagne, en Inde, en Arabie saoudite et en Irak, où il a occupé pendant une longue période un poste de professeur à l'université de la Reine Alia de Bagdad, avant d'être contraint de quitter le pays après le coup d'État de 1959. Cette année-là (1959), il est nommé professeur à l'Université Mohammed V de Rabat, puis à sa succursale de Fès jusqu'en 1968. Il a ensuite déménagé à Médine, où il a occupé le poste de professeur visiteur à l'Université islamique jusqu'en 1974, date à laquelle il est retourné au Maroc pour se consacrer à la prédication³. La ville de Meknès est connue pour être le berceau de la prédication salafiste au Maroc depuis la fin des années 1970 et le début des années 1980. Cette période coïncide avec le retour d'Arabie saoudite du Cheikh Taqi Addin al-Hilali et son installation à Meknès. Ce courant de pensée « a cherché à établir une nouvelle école salafiste pour contrer le soufisme répandu au Maroc, en se tenant à l'écart des luttes politiques et en dissuadant ses nouveaux adeptes de s'impliquer dans des partis politiques ou des associations, estimant que cela les éloignait des véritables objectifs de l'établissement d'une doctrine saine basée sur les sciences de la charia⁴ ».

³ Pour plus de détails, voir le site du Parti de la Justice et du Développement : <https://www.pjd.ma>

⁴ El Mehdi Zaydaoui, « De la participation à l'abstinence. Est-ce que les salafistes au Maroc ont fait leur adieu à la politique pour toujours ? » (en arabe), *Al-Jazeera*, 23 décembre 2023, URL : <https://www.aljazeera.net/midan/intellect/2021/12/23>



Dans sa lutte contre la montée de la gauche durant les années 1970, l'État marocain trouve un allié potentiel dans l'idéologie du courant salafiste. Après la mort de Mohamed Taqi Addin al-Hilali en 1987, le mouvement salafiste se maintient au Maroc sous de nouveaux leaders, notamment Cheikh al-Magrawi à Marrakech, Cheikh Omar al-Hadhoshi à Tétouan et Cheikh Mohamed al-Fizazi à Tanger.

Les événements internationaux majeurs ont influencé l'évolution de la pensée salafiste djihadiste au Maroc⁵, laquelle considère le pécheur comme un renégat de sa foi et prône le djihad armé comme seul moyen de réaliser le changement. Cette idéologie s'est d'abord manifestée au sein de groupes djihadistes⁶ durant le dernier quart du XX^e siècle, puis avec Al-Qaïda, et plus tard avec l'État islamique en Irak et au Levant (Daech). Ces deux organisations, dont l'une a connu une expansion territoriale significative tandis que l'autre a eu un impact international avant de régresser sous la pression de la coalition internationale, défendent la lutte armée pour atteindre leurs objectifs. Elles adhèrent à une interprétation salafiste, malgré des divergences et divisions internes.

Cependant, le mouvement salafiste a connu un essor significatif au cours des dernières décennies, poussant ses leaders à adopter des positions politiques parfois instables et en décalage avec les événements en Irak et en Syrie, ce qui a entraîné des fractures internes parmi les salafistes. Au Maroc, cela a mené à l'émergence de plusieurs courants salafistes, allant au-delà de la dichotomie traditionnelle entre un courant djihadiste et un courant plus traditionnel. Ce dernier, souvent assimilé au 'salafisme scientifique' saoudien, tend à éviter les implications politiques⁷. Toutefois, même ce courant a connu des divisions, en particulier depuis la guerre en Afghanistan et la guerre du Golfe en 1991. Ces conflits ont exacerbé les tensions entre les salafistes qui soutiennent le jihad et ceux qui le rejettent, argumentant qu'il est interdit de solliciter l'aide de non-musulmans (notamment les États-Unis) pour combattre les injustices faites aux musulmans.

Engagement des Marocains dans les groupes djihadistes en Syrie

La deuxième phase de l'évolution des organisations salafistes djihadistes au Maroc s'est inscrite dans le cadre des événements majeurs de l'histoire récente du monde arabe, communément appelés les « insurrections » ou « intifadas » arabes. Le succès initial des révolutions du printemps arabe, qui ont renversé plusieurs régimes arabes et engendré une période d'instabilité politique, ainsi que le début de la guerre civile en Syrie contre le régime autoritaire de Bachar al-Assad, ont créé des opportunités pour les djihadistes d'Al-Qaïda en Irak d'étendre leur influence géographique et de diffuser leurs idéologies.

Au sein des factions de l'opposition syrienne, le Front al-Nosra, affilié à Al-Qaïda, a attiré de nombreux combattants étrangers, perçu par ces derniers comme un nouvel allié dans le jihad mondial et un protecteur des sunnites contre la répression brutale du régime syrien. La

⁵ Hassan Abu Haniyeh et al., *Jihadist Salafism, Dar al-Islam et Dar al-Kufr* (en arabe), Dubaï, *Centre d'études et de recherche Al-Mesbar*, troisième édition, 2011, p. 48.

⁶ Il s'agit essentiellement des mouvements de *salafia jihadia*.

⁷ El Mehdi Zaydaoui, *op.cit.*



guerre en Syrie, qui a suivi les contestations politiques, a vu une augmentation significative du nombre de combattants étrangers venant de tous les pays, y compris arabes, comme le rapporte le Firil Center for Studies de Berlin (FCFS Berlin, Allemagne)⁸. Toutefois, l'estimation du nombre de moudjahidines marocains engagés en Syrie et en Irak reste incertaine, les chiffres variant entre les statistiques officielles marocaines et ceux publiés par les médias ou des centres d'études spécialisés. Entre avril 2011 et janvier 2017, environ 3 100 Marocains auraient rejoint des organisations djihadistes en tant que « combattants étrangers », parmi lesquels 1 050 auraient été tués et 110 portés disparus, incluant 11 femmes. Un rapport récent de la « Mission de reconnaissance temporaire », initiée en décembre 2020 par la Chambre des représentants du Maroc pour enquêter sur la situation des enfants, femmes et citoyens marocains dans les zones de conflit en Syrie et en Irak, indique que 1 659 djihadistes marocains sont partis combattre, et que 290 femmes ainsi que 628 mineurs se sont également rendus dans ces régions⁹. Ces données proviennent des témoignages recueillis auprès de fonctionnaires, ministres marocains, organisations internationales, ainsi que de détenus et de leurs familles¹⁰.

Les chiffres divulgués par le Bureau central des investigations judiciaires révèlent que sur les 1664 combattants marocains impliqués dans les combats en Syrie et en Irak, 929 sont affiliés au groupe terroriste Daech, tandis que 100 autres appartiennent au mouvement Cham al-Islam, et plus de 50 se battent sous la bannière du Front al-Nosra, aujourd'hui nommé le Front Fatah al-Cham. Parmi eux, 225 ont des antécédents judiciaires en matière de terrorisme. Depuis le début de la guerre en Syrie, 569 combattants marocains ont été tués, tandis que 213 autres ont pu quitter les zones de combat¹¹.

Malgré un nombre relativement modeste de combattants marocains en Syrie comparé à ceux ayant combattu en Irak ou en Afghanistan sous la bannière d'Al-Qaïda, leur présence a été significative depuis 2013. L'émergence du mouvement Cham al-Islam, dirigé par d'anciens détenus marocains de Guantánamo, a motivé de nombreux Marocains à participer aux combats en Syrie. Par ailleurs, le Front al-Nosra, également affilié à Al-Qaïda, a attiré des combattants marocains. Cependant, fin 2013, l'État islamique est devenu la destination préférée en raison de sa forte présence médiatique et de ses stratégies efficaces de recrutement. Néanmoins, le flux de combattants marocains a considérablement diminué depuis cette période, marquant un recul notable. Selon un rapport de l'Observatoire du Nord des droits de l'homme au Maroc, il y a eu une baisse significative des recrutements par l'État islamique, particulièrement dans la région nord du Maroc — incluant les villes de

⁸ Nombre de combattants étrangers ayant combattu l'armée syrienne depuis 2011, Etude périodique spéciale, *Firil Center For Studies FCFS Berlin Germany*, 19 février 2016, URL : <https://firil.de/360> ; Voir également : « Révélation sur le nombre choquant de combattants libyens, de morts et de disparus depuis le début de la guerre en Syrie », *Almarsad*, 7 novembre 2017, URL : <https://bit.ly/3QE1jVn>

⁹ Charki Lahrache, « Le ministère de l'intérieur dévoile les détails de la situation des marocains en Irak et en Syrie », *Telquel*, 14 juillet 2021, URL : https://telquel.ma/2021/07/14/terrorisme-le-ministere-de-linterieur-devoile-les-details-de-la-situation-des-marocains-en-irak-et-en-syrie_1728964

¹⁰ Jim Muir, « État islamique : l'histoire complète » (en arabe), *BBC News Arabic*, 27 avril 2016, URL : https://www.bbc.com/arabic/middleeast/2016/04/160427_islamic_state_group_full_story

¹¹ Mohammed Hamza Hachlaf, « L'appel de deux jihadistes marocains en Syrie pour rentrer au pays », *H24 info*, janvier 2018, URL : <https://www.h24info.ma/lappel-de-deux-jihadistes-marocains-syrie-rentre-pays/>



Tétouan, du Détroit, de Fnidq et de Martil — durant les six premiers mois de 2015¹².

Cette baisse s'explique par plusieurs facteurs, notamment des mesures de sécurité préventives adoptées par les autorités marocaines pour repérer et démanteler les cellules terroristes. Sur le plan externe, les chefs de mouvements marocains, qui ont été actifs dans le recrutement des combattants marocains, ont fait le choix de ne pas impliquer davantage la jeunesse marocaine dans les luttes intestines entre factions en Syrie. Cette décision découle de leur prise de conscience que ces factions avaient dévié de leur trajectoire initiale pour s'engager dans une lutte pour le pouvoir. Ils ont perçu ces luttes intestines comme des affaires locales qui ne correspondaient pas aux objectifs pour lesquels les combattants marocains s'étaient engagés. Par conséquent, ils ont choisi de maintenir une position d'impartialité vis-à-vis de ces conflits internes. Cette décision a été motivée en partie par l'augmentation du nombre de combattants marocains tués dans les combats en cours, ainsi que par les revers subis par Daech et la perte de son principal bastion en Syrie. Selon l'Observatoire du Nord, la proportion de combattants marocains dans cette région a diminué, représentant désormais 38 pour cent par rapport aux années précédentes¹³. De plus, ces groupes étaient devenus des acteurs dans une lutte par procuration, profitant des rivalités entre puissances internationales cherchant à étendre leur influence dans la région. Un combattant marocain du nom d'Abu Hamza, ayant combattu à Lattaquié aux côtés des opposants, témoigne de ce désengagement : « J'ai décidé de ne pas participer jusqu'à ce que les choses deviennent plus claires... En raison de cette guerre fratricide et des différences entre les factions, de nombreux Marocains retournent au Maroc¹⁴ ».

Profils des djihadistes marocains et leurs origines géographiques

On peut identifier deux principaux groupes de militants djihadistes ayant rejoint les organisations en Syrie. Le premier groupe, ou première génération, est constitué de ceux qui ont adhéré tôt au jihad, motivés par la solidarité envers le peuple syrien dans son combat contre le régime d'Al-Assad, suite au début de la révolution syrienne en 2011. Le second groupe, ou deuxième génération, regroupe les combattants qui ont rejoint ces groupes entre 2013 et 2014, une période qui a connu un pic d'enrôlements, poursuivant le même objectif de soutenir le peuple syrien.

La première génération de combattants, profondément influencée par la pensée djihadiste, était prête à répondre à l'appel du jihad, quel que soit le lieu, dans le but de défendre l'Islam et de manifester leur solidarité envers leurs frères opprimés. Parmi eux, des vétérans marocains du jihad ayant acquis de l'expérience en Afghanistan, étaient affiliés au Groupe islamique combattant marocain (GICM), lié à Al-Qaïda et fondé après 1998 en Afghanistan

¹² « La migration des combattants marocains du nord du Maroc vers la Syrie et l'Irak » (en arabe), *L'Observatoire du Nord des Droits de l'Homme*, 3 juillet 2015, URL : <https://www.facebook.com/marsadchamal/>

¹³ *Ibid.*

¹⁴ David Thomson et Wassim Nasr, « Les jihadistes marocains en Syrie », *Exclusivité RFI*, publié le 5 octobre 2014, modifié le 26 février 2020, URL : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20140509-combattants-marocains-jihad-syrie-harakat-sham-al-islam>



sous le régime des Talibans. Après leur retour au Maroc, ces combattants ont fondé une organisation militante influente¹⁵. Des figures clés telles que Mohsen Khaiber, qui a établi un réseau pour recruter et envoyer des combattants marocains en Irak, et Abdel Ali Ayyad, qui a facilité le recrutement d'une quarantaine de Marocains à partir de la ville de Tétouan pour combattre en Irak, ont joué un rôle majeur dans le processus de recrutement. Abdel Ali Ayyad a été arrêté par les autorités marocaines en 2007. Il semble qu'il y ait eu des liens idéologiques, et peut-être un soutien matériel et logistique, entre ces individus, leurs cellules, et les groupes d'Al-Qaïda ainsi que le Groupe islamique salafiste pour la prédication et le combat en Algérie¹⁶.

La deuxième génération de combattants moudjahidines, majoritairement exempte d'une profonde imprégnation idéologique djihadiste et non affiliée à des courants djihadistes existants, a été surtout influencée par les images médiatiques des atrocités commises par le régime syrien contre son peuple. De plus, les incitations de l'organisation de l'État islamique ont servi de motivation supplémentaire pour ces nouveaux sympathisants désireux de s'engager dans le conflit syrien. Ces individus ont établi des contacts avec les organisations djihadistes principalement par le biais de diverses applications de médias sociaux et de plateformes de partage de fichiers, incluant Ask.fm, Facebook, Instagram, WhatsApp, PalTalk et Kik¹⁷.

Cependant, malgré une répartition géographique étendue des combattants à travers le Maroc, y compris dans les petites villes influencées par l'idéologie salafiste radicale, des disparités notables subsistent entre les localités. Une concentration significative de combattants est observée, en particulier dans les régions du nord et de l'ouest du pays. Selon un rapport de 2014 des services de sécurité marocains, la ville de Tétouan et ses environs comptent pour 13,4 % des combattants marocains, se classant ainsi au quatrième rang. Ceuta est en tête avec 23 % des combattants engagés dans des groupes terroristes en Irak et en Syrie, suivie par Tanger avec 16,6 %, Fès avec 15 %, Casablanca avec 13,8 % et Salé avec 9 %. Les 32 % restants sont répartis parmi environ 40 autres villes marocaines¹⁸.

Concernant l'affiliation géographique des membres des cellules démantelées au Maroc, le rapport du Centre marocain pour l'étude de l'extrémisme et du terrorisme, intitulé « La carte du terrorisme au Maroc (2015-2018) », révèle que cinq des douze régions du Maroc représentent à elles seules 72 % du nombre de personnes arrêtées dans des cellules terroristes démantelées par les services sécuritaires du Bureau central d'investigations

¹⁵ Mapping Militant Organizations, "Moroccan Islamic Combatant Group", *Stanford University*, Last modified July 1, 2018, URL : <https://mappingmilitants.org/node/457/>

¹⁶ Muhammad Misbah, « Les djihadistes marocains, la controverse locale et mondiale » (en arabe), *Centre d'études d'Al Jazeera*, première édition, janvier 2021, p. 132.

¹⁷ Jytte Klausen, *Tweeting the Jihad: Social Media Networks of Western Foreign fighters in Syria and Iraq*, *Studies in Conflict & Terrorism*, 2015, vol 38 : 1,P : 1-22. URL : <https://www.tandfonline.com/loi/uter20>

¹⁸ Yassine Majdi et Wadii Charrad, *Pourquoi les Marocains partent faire le Jihad en Syrie ?* Enquête basée sur le rapport réalisé par L'Observatoire des Droits de l'Homme du Nord (ONDH), intitulé : *Les caractéristiques socio-démographique des jeunes combattants marocains en Syrie et en Irak, originaires du nord du Maroc*, 26 novembre 2014, URL : https://telquel.ma/2014/11/26/enquete-les-jihadistes-marocains-en-quete-gloire-en-irak-en-syrie_1424117



judiciaires (BCIJ), relevant de la Direction générale de la surveillance du territoire (DGST)¹⁹.

D'après le rapport, la région de Tanger-Tétouan-al Hoceïma se classe en tête au niveau national en termes du nombre de personnes arrêtées dans des cellules terroristes, représentant 21 % du total. Elle est suivie par la région Fès-Meknès avec 16 %, la région de l'Est avec 14 %, la région de Casablanca avec 12 %, et la région Béni Mellal-Khénifra avec 9 %. Ainsi, ces cinq régions cumulent à elles seules 72 % du nombre total de détenus. Les 28 % restants sont répartis entre 7 autres régions : 8 % pour la région Rabat-Salé-Kénitra, 6 % pour la région Marrakech-Safi, 5 % pour les régions Laayoune et Souss-Massa, 2 % pour la région de Guelmim-Oued announ, et 1 % pour les régions Dakhla-Oued addahab et Dar'a-Tafilalet.

D'après une étude de l'Observatoire du Nord des droits de l'homme (ONDH), la région du nord du Maroc est la principale source des jihadistes qui se sont rendus en Syrie et en Irak. En effet, un tiers des jihadistes marocains ayant rejoint des groupes de combat dans ces zones de conflit proviennent de l'extrême nord du pays, particulièrement de la région de Tétouan. Le rapport indique que, sur les 1 500 combattants marocains estimés dans ces zones de conflit, entre 400 et 500 sont originaires d'une bande de 40 kilomètres entre Tétouan et Fnideq (Castillejo) ainsi que le Mdiq (Rincón). Ce secteur représente donc près d'un tiers des combattants marocains. De plus, 67 % de ces combattants sont âgés de moins de 25 ans. Selon une analyse du Centre marocain pour l'étude du terrorisme et de l'extrémisme, 62 % des combattants marocains ayant rejoint l'organisation de l'État islamique sont dans la tranche d'âge des 18-25 ans, 18 % sont des mineurs, et les 4 % restants sont âgés de 26 à 35 ans²⁰.

Concernant le niveau de scolarisation des jeunes du nord du Maroc attirés par les groupes djihadistes, il est notable que plus de la moitié d'entre eux avaient un niveau d'éducation primaire et occupaient des emplois très précaires avant de rejoindre le jihad. Parmi ces emplois, on trouve des aides-commerçants, des transporteurs de marchandises à Ceuta, ou encore des marchands ambulants. De plus, 74 % des cas étudiés provenaient de quartiers défavorisés, tels que Brarik et Knidsa à Castillejo, les quartiers Ahriq et Al Aghras à Martil, ainsi que Yamea Mezuaq et la médina de Tétouan. Par ailleurs, 23 % de ces individus appartenaient à la classe moyenne²¹.

Motivations et incitations à rejoindre les courants djihadistes

Les facteurs qui ont incité les jeunes marocains, notamment du Nord et de l'Ouest, à rejoindre les zones de conflit en Irak et en Syrie sont principalement liés à leur adhésion à l'idéologie djihadiste. Cela est particulièrement vrai pour la première génération de moudjahidines,

¹⁹ « Cinq régions abritaient la plupart des cellules terroristes démantelées au Maroc » (en arabe), *Kech 24*, 1^{er} juillet 2018, URL : <https://kech24.com/?p=22058>

²⁰ L'Observatoire du Nord des droits de l'homme (ONDH), « Les caractéristiques socio-démographique des jeunes combattants marocains en Syrie et en Irak, originaire du nord du Maroc », *op.cit.*

²¹ Redacción, « Un tercio de los yihadistas marroquíes procede de Tetuán, según un estudio », por Redacción, *El FARO Ceuta*, 25 novembre 2014, URL : <https://elfarodeceuta.es/un-tercio-de-los-yihadistas-marroquies-procede-de-tetuan-segun-un-estudio/>



dont l'engagement n'était pas motivé par des gains matériels, mais par des convictions salafistes djihadistes. Cette tendance s'observe aussi dans les précédents engagements en Afghanistan contre l'Union soviétique et en Irak après l'invasion américaine.

Des études indiquent que certains combattants étaient initialement motivés non par des considérations spirituelles, mais par un désir de lutter contre les injustices, comme ce fut le cas en Irak, puis plus tard en Syrie. Ainsi, leur adhésion aux organisations djihadistes était moins une question de conviction idéologique que de solidarité envers le peuple syrien. Par ailleurs, certains rapports avancent que, à l'origine, certains combattants n'étaient pas particulièrement préoccupés par des questions spirituelles mais étaient plutôt motivés par un désir de lutter contre les injustices, un phénomène observé à la fois en Irak et en Syrie²². Dans ce contexte, le facteur déterminant qui pousse les combattants à rejoindre des organisations djihadistes ne réside pas tant dans une adhésion idéologique au djihadisme, mais plutôt dans une dimension de solidarité envers le peuple syrien. Il est à noter que la majorité des individus ayant rejoint les fronts de combat n'étaient pas des anciens détenus dans le cadre de la loi antiterroriste du Maroc, près de 88 % d'entre eux n'ont pas de casiers judiciaires et n'ont pas été appréhendés pour des idées djihadistes²³.

Cependant, le basculement vers le djihadisme intervient ultérieurement, souvent dans les camps d'entraînement, où l'idéologie djihadiste est méthodiquement inculquée de manière organisée²⁴. Cette observation est corroborée par les statistiques officielles récentes publiées par le Bureau central d'investigations judiciaires (BCIJ). Par ailleurs, ces rapports mentionnent que 361 actes terroristes ciblant certains sites sensibles du Royaume ont été évités grâce à des mesures de prévention et de sécurité²⁵.

Une politique préventive face au radicalisme violent

Suite aux attaques du 11 septembre 2001, les autorités marocaines ont renforcé leur surveillance sur les mouvements salafistes, alignant leur politique sur les exigences de la pression internationale et régionale. La tension entre ces mouvements et l'État marocain a culminé après les attentats terroristes de Casablanca le 16 mai 2003²⁶. Plusieurs chefs

²² Présidence de l'Assemblée nationale, *Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur la surveillance des filières et des individus djihadistes*, 2 juin 2015, URL : <https://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/rap-enq/r2828.pdf>

²³ Les autorités marocaines arrêtent toute personne exprimant des positions en faveur du jihad ou soupçonnée d'y inciter, que ce soit contre le régime de son pays ou pour inciter des individus à quitter le pays et à rejoindre le jihad dans des zones de tension comme la Syrie et l'Irak. Par ailleurs, tous les djihadistes ayant participé à la guerre syrienne et ayant exprimé leur désir de rentrer dans leur pays sont détenus, conformément à la loi, car ils constituent aux yeux des autorités marocaines une menace pour la sûreté publique et la sécurité intérieure de l'État.

²⁴ Marc Hecker et Elie Tenenbaum, « Quel avenir pour les djihadismes ? Al-Qaida et Daech après le Califat », *Études de l'Ifri, Focus stratégique*, n°87, janvier 2019, URL : https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/fs87_hecker_tenenbaum.pdf

²⁵ Association nationale des Auditeurs jeunes de l'institut des Hautes Études de défense nationale, *Compte-rendu de conférence : Lutte anti-terroriste : décryptage de l'approche marocaine et enjeux du partenariat stratégique avec l'Union européenne*, École Militaire, Comité Moyen-Orient, 18 octobre 2018, URL : https://jeunes-ihedn.org/wp-content/uploads/2019/03/2018175932_cr-conference-anaj-marocue.pdf

²⁶ Le 16 mai 2003, la plus grande ville du Maroc a été frappée par une série de cinq attentats suicides terroristes dans le sillage du 11 septembre. Ils furent perpétrés par une dizaine de terroristes, originaires du bidonville Sidi Moumen



salafistes, tels que Hassan al-Kattani, Abou Hafs Rafiki, Omar al-Hadhoushi, Mohammed al-Fizazi, Hassan al-Khattab et Abdelkarim Al-Shazili, ont été arrêtés. D'autres ont été accusés d'être indirectement liés aux tragédies, jugés moralement responsables pour avoir encouragé et guidé des actes de terrorisme, surtout dans les quartiers défavorisés des régions nord et ouest du pays. Bien que leur participation directe n'ait pas été prouvée, ils ont été impliqués en raison de leur influence dans ces communautés²⁷.

Parallèlement aux mesures de sécurité, l'État marocain a révisé son approche de la gestion des affaires religieuses, les isolant de toute ingérence ou compétition étrangère. Cette démarche constitue un élément essentiel qui soutient la pérennité du système politique monarchique du pays. La politique mise en œuvre visait à organiser et réguler le secteur religieux à travers un ensemble de mesures de contrôle et de surveillance étroites.

L'État a mis en avant l'importance de l'adhésion à l'unité de la doctrine Malikite, ancrée dans la foi Ash'ari²⁸, comme condition indispensable à toutes les activités des associations et mouvements islamiques. Il a également restreint les pouvoirs religieux et politiques des oulémas, en réservant le droit d'émettre des fatwas aux conseils officiels des oulémas. Pour répondre aux besoins religieux des citoyens, l'État a créé des plateformes médiatiques, comme des chaînes de radio et de télévision, dirigées par des institutions religieuses officielles, y compris les conseils régionaux des oulémas, le conseil supérieur des oulémas, et la Rabita Mohammadia des Oulémas²⁹.

L'État a également porté une attention particulière à l'islam politique et au phénomène de l'extrémisme, en soutenant la diversité religieuse et en encourageant l'émergence d'un islam populaire à travers certaines voies et zawiya³⁰. Ces entités, bénéficiant d'une large couverture médiatique, se sont positionnées comme des pratiques religieuses modérées, déconnectées des agendas politiques des mouvements islamistes. Elles ont joué un rôle clé pour modérer les aspirations et les incitations de l'islam politique, se distinguant de l'islam officiel promu par l'État³¹.

En réponse à ces développements, l'État a adopté plusieurs lois importantes, incluant une

et liés à l'organisation Al-Qaïda. Le bilan s'élève à 45 morts et une centaine de blessés. Après cet événement, l'État marocain a lancé des raids qui se sont traduits par l'arrestation de plus de 3 000 personnes.

²⁷ Driss Benlarbi, Printemps arabe et l'exception marocaine : réalité ou illusion, in Colloque international intitulé : « États en transitions, Sociétés en mouvement », organisé les 6 et 17 février 2016 à la Bibliothèque générale de Tunis.

²⁸ La foi Ash'ari (ou l'acharisme) est une école théologique de l'islam sunnite, fut fondée par Abū l-Ḥasan al-Ash'arī (260-324 de l'hégire/874-935), descendant d'Abu Musa al-'Ash'arī, compagnon du Prophète Muhammad.

²⁹ Le Conseil supérieur des oulémas est une institution du Maroc créée en 1981 ayant pour but d'appuyer la politique religieuse musulmane du Maroc. La *Rabita Mohammadia* des oulémas est une association d'intérêt général marocaine créée par le roi Mohammed VI en 2006, dont la mission est de promouvoir un Islam tolérant et ouvert.

³⁰ La *zawiya* est une structure religieuse musulmane centrale dans les confréries soufies, semblable à un monastère chrétien. Originellement, elle servait de lieu de culte, d'hébergement, de restauration, et de maison d'hôtes. Avec la modernisation, les *zawiyas* ont vu leur rôle décliner, perdant plusieurs de leurs fonctions traditionnelles telles que les responsabilités politiques, sociales, économiques, judiciaires et militaires. Aujourd'hui, elles se concentrent principalement sur l'éducation spirituelle et la promotion de valeurs charitables pour contrer le matérialisme moderne. En 2019, il y avait environ 1 588 *Zawiyas* au Maroc (Selon les données du Ministère des Habous et des Affaires islamiques), avec des branches actives dans toutes les régions, incluant des confréries renommées comme la *Chadliyya*, la *Budshishiyya al-Qadiriya*, la *Dalaliyyah* et la *Tijaniya*.

³¹ Charles Saint-Prot et Frédéric Rouillois, *L'exception marocaine*, Paris, éd. Ellipses, 2013, p. 53.



législation antiterroriste, une loi régissant l'éducation traditionnelle, et des normes pour la construction de mosquées et d'autres lieux de culte. Ces réglementations ont entraîné la fermeture de nombreuses petites mosquées et ont favorisé l'intégration des femmes-guides religieuses dans les structures officielles à partir de 2006, entre autres initiatives³².

Indéniablement, la stratégie adoptée par l'État pour structurer et encadrer le domaine religieux, à travers un ensemble de mesures de contrôle et de surveillance visant à contenir l'islam politique et le phénomène de l'extrémisme depuis 2004, a entraîné un déclin significatif de l'influence des prédicateurs et des symboles des courants salafistes auprès de leurs adeptes. En parallèle, la « pacification conditionnelle³³ » du courant salafiste jihadiste au Maroc et le fait de le contraindre à s'engager dans l'expérience de l'intégration politique après le Printemps arabe ont également contribué à affaiblir son emprise.

Il est important de noter que l'initiative de politisation des figures clés des courants salafistes jihadistes a rapidement perdu de son dynamisme. Les acteurs concernés ont éprouvé des difficultés à s'adapter aux exigences de l'environnement politique et à ses normes opérationnelles. Ces figures n'ont pas réussi à représenter efficacement leurs adeptes ni à les encadrer politiquement. Par exemple, l'implication du cheikh Abou Hafs Rafiki dans le Parti de la renaissance et de la vertu a révélé ses limites à mobiliser sa base électorale. En outre, le processus d'intégration politique a entraîné une perte rapide de crédibilité pour certains leaders, dont quelques-uns ont adopté des positions nettement séculières³⁴.

Il est important de souligner que les changements post-Printemps arabe n'ont pas garanti une intégration harmonieuse des islamistes. En effet, des divergences profondes ont persisté au sein du mouvement salafiste, provoquant leur fragmentation et réduisant leur influence tant dans le domaine de la prédication que sur la scène politique.

Conclusion

Les conflits récents au Moyen-Orient, en particulier les événements de la révolution syrienne, ont ravivé le phénomène de l'extrémisme violent, symbolisé par des groupes tels que l'État islamique (Daech). L'ascension de ces organisations a attiré de nombreux jeunes Marocains vers les zones de conflit en Irak et en Syrie, souvent en réponse aux restrictions imposées par les services de sécurité nationaux. En conséquence, le Maroc est devenu un environnement propice à la radicalisation des salafistes djihadistes, lesquels ont été

³² Abdessalam Balaji, « Gérer le champ religieux dans les pays islamiques... le modèle marocain » (En arabe), *Al-Jazeera*, juin 2007, URL : <https://bit.ly/3QGBQe1>

³³ Les transformations post-Printemps arabe ont assuré la voie de l'intégration acceptée par les islamistes au Maroc. Après l'affrontement qui a caractérisé les relations de l'autorité marocaine avec les mouvements islamiques en général et les salafistes en particulier, la politique d'endiguement menée par l'État en poussant la mouvance salafiste-jihadiste à s'engager dans l'action politique est devenue prioritaire sur la politique du conflit et confrontation.

³⁴ Bilal Tlidi, « Les transformations les plus importantes des mouvements salafistes au Maroc (2 sur 2) », (En arabe), *arabi21.com*, 2 mars 2020, URL : <https://bit.ly/3yd591H>



idéologiquement et militairement préparés avant de partir combattre à l'étranger. Ceux qui n'ont pas réussi à rejoindre ces groupes sont restés en contact avec des réseaux terroristes via des moyens de communication modernes, constituant des menaces potentielles en tant que « loups solitaires³⁵ », prêts à passer à l'action terroriste sur le sol national.

Le phénomène djihadiste demeure tenace et continue d'évoluer, présentant des innovations opérationnelles constantes. Depuis les attentats du 11 septembre 2001, il a prouvé non seulement sa capacité à persister face aux défis mais aussi à se renouveler, à diversifier ses méthodes et à innover dans un contexte mondial et interconnecté³⁶.

Au Maroc, la surveillance de la mouvance djihadiste s'est intensifiée. Bien que le pays ait été relativement épargné ces dernières années grâce à l'efficacité des services de sécurité, le nombre significatif d'arrestations et de cellules terroristes démantelées — 91 de 2015 à 2023³⁷ — souligne les menaces persistantes que ces organisations représentent pour la sécurité nationale. Cette situation est d'autant plus préoccupante que l'idéologie djihadiste continue de séduire certains individus ou communautés en rupture avec leur société.

Cependant, l'approche sécuritaire actuelle ne favorise malheureusement pas un environnement propice au dialogue, à la réflexion, ni à une stratégie multidimensionnelle et transversale. Une telle stratégie devrait permettre une coordination et une coopération efficaces entre divers acteurs, incluant la société civile, le secteur privé, les partis politiques, les syndicats et l'État. Il est crucial que ces acteurs travaillent ensemble, en se concentrant sur les questions transversales du terrorisme et de la prévention de la radicalisation, notamment dans les sphères éducative et sociale. Ces enjeux requièrent une approche intégrée et collaborative qui dépasse les limites traditionnelles.

Il est crucial de renforcer les initiatives de développement et d'inclusion sociale à tous les niveaux, particulièrement pour les jeunes marginalisés. En améliorant leur intégration et en élargissant leurs opportunités, on augmente leur résistance face aux idéologies extrémistes violentes et à la radicalisation menant au terrorisme. La région nord du Maroc, notamment les villes de Tanger et Tétouan, illustre cette problématique. Ces villes, où la frustration sociale est forte et les perspectives d'avenir limitées, sont les principaux points de départ des jeunes combattants marocains vers les zones de conflit en Irak et en Syrie. Cette situation met en lumière les défis auxquels la gouvernance politique, économique et sociale doit répondre, et questionne sa capacité à agir de manière préventive ou corrective. Elle souligne également le risque que ces milieux deviennent des incubateurs pour des idéologies ou des individus qui prônent le terrorisme.

³⁵ Le terme de loup solitaire est utilisé pour décrire les modes opératoires de certaines personnes inscrivent dans le radicalisme violent, il s'agit d'une personne qui agit seul.

³⁶ Marc Hecker et Elie Tenenbaum, « Quel avenir pour les djihadismes ? », *op.cit.*

³⁷ *La vigilance sécuritaire évite au Maroc un « bain de sang », en démantelant 218 cellules terroristes et en arrêtant 1 400 combattants (En arabe)*, Madar21, 19 mars 2023, URL : <https://madar21.com/146523.html>